

Communauté de communes
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 4 AVRIL 2025

N° 2025DC/050 – Feuille 1

Date de convocation : 28 mars 2025

Membres en exercice : 57

Présents : 35

Votants : 48

**Participation pour le financement de l'assainissement collectif
(PFAC)**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre avril à neuf heures trente, le Conseil communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, Espace Kerverh à Landévant.

Etaient présents : Annie AUDIC, Julien BASTIDE, Karine BELLEC, Katia BONNEC, Sandrine CADORET, Hélène CODA POIREY, Stéphanie DOYEN, Marie DUBOIS, Amélie FUSIL-de ROBIANO, Roland GASTINE, Bruno GOASMAT, Marie-Pierre HELOU, Lionel HERVE, Diane HINGRAY, Jean-Pierre KERBART, Pierrick KERGOSIEN, Pascal LE CALVE, François LE COTILLEC, Ronan LE DELEZIR, Philippe LE FUR, Pascal LE JEAN, Marie-Françoise LE JOSSEC, Sophie LEMOULINIER, Lénäïck LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Jean-Luc LE TALLEC, Marc MAHE, Claire MASSON, Dominique OLLIVIER-FRANKEL, François POMMOIS, Dominique RIGUIDEL, Aurélie RIO, Odile ROSNARHO, François SERMIER, Arnaud THOMAZO.

Absents ayant donné pouvoir : Hervé CAGNARD à François LE COTILLEC, Jean-Luc CHIFFOLEAU à Philippe LE FUR, Valérie DIARD-MARTIN à François POMMOIS, Nathalie GUEMY à Marie DUBOIS, Guy HERCEND à Hélène CODA POIREY, Fabien LE PALLEC à Pascal LE CALVE, Olivier LEPICK à Pascal LE JEAN, Benoît LE ROL à Pierrick KERGOSIEN, Patrick LE ROUX à Sophie LEMOULINIER, Yves NORMAND à Philippe LE RAY, Sylvie OLLIVIER à Diane HINGRAY, Fabrice ROBELET à Dominique RIGUIDEL, Franck VALLEIN à Roland GASTINE.

Absents excusés : Dominique DE WIT, Gildas GOUARIN, Claude JARNO, Christelle JAFFRE-DANET, Philippe KERZERHO, Chantal LE BIHAN-LE PIOUFF, Jean-Yves MAHEO, Chantal MAHIEUX, Katia SCULO.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées, en application de l'article L. 1331-1 du Code de la santé publique (CSP), peuvent être astreints par la Communauté de communes à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif, conformément à l'article L. 1331-7 du même Code. Cette participation permet de tenir compte de l'économie réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation.

N° 2025DC/050 – Feuillet 2

Le plafond légal de la PFAC est fixé à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement. Hormis cette contrainte, les modalités de calculs de la PFAC sont déterminées par l'assemblée délibérante.

La grille tarifaire doit distinguer les catégories juridiques d'immeubles suivants :

- Les immeubles d'habitation produisant des eaux usées domestiques, visés par l'article L. 1331-7 du CSP, soumis à la PFAC,
- Les immeubles produisant des eaux usées assimilées domestiques (ex: commerces, musées, équipements sportifs, hôtels...), visées par l'article L. 1331-7-1 du CSP, soumis à la PFAC « assimilés domestiques ».

Qu'il s'agisse de la PFAC ou de la PFAC « assimilés domestiques », les redevables sont, selon les cas :

- Des propriétaires d'immeubles neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau d'assainissement collectif,
- Des propriétaires d'immeubles préexistants à la construction du réseau et non encore raccordés au réseau d'assainissement collectif,
- Des propriétaires d'immeubles existants, déjà raccordés au réseau d'assainissement collectif, et procédant à des travaux de modification ou d'aménagement susceptibles de générer des effluents supplémentaires.

Suite à la création de la Communauté de communes, les modalités d'application de la PFAC ont fait l'objet d'une délibération en décembre 2015. Les tarifs et les conditions n'ont pas évolué depuis 10 ans.

Aujourd'hui, il est proposé une simplification des modalités d'application de la PFAC et des tarifs associés, considérant une certaine complexité de ces dernières et les difficultés à obtenir certaines informations auprès des usagers permettant d'émettre la PFAC, notamment pour les immeubles produisant des eaux usées assimilées domestiques.

Concernant les tarifs, il est proposé de maintenir le forfait de base à 1 960 € pour une habitation de 120 m² et le prix par m² supplémentaire à 5 €.

De manière générale, il est proposé de simplifier les règles de calcul et de conserver seulement ces deux tarifs (hors cas particulier des campings).

L'ensemble des tarifs et les modalités d'application figurent en annexe 1.

Le montant de la PFAC n'est pas soumis à la TVA.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-7 et L. 1331-7-1 ;

Vu la délibération n°2015DC/122 du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2015 relative à la participation pour le financement de l'assainissement collectif ;

Après avoir entendu le rapport de M. Roland GASTINE, Vice-président délégué à l'eau potable et à l'assainissement collectif ;

N° 2025DC/050 – Feuille 3

Sur proposition du Bureau en date du 21 mars 2025 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil communautaire DECIDE :

- d'abroger la délibération n°2015DC/122 du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2015 à compter du 1^{er} mai 2025 ;
- d'adopter les modalités d'application de la PFAC décrites en annexe 1 à compter du 1^{er} mai 2025 ;
- d'approuver les montants associés décrits en annexe 1 ;
- d'autoriser M. le Président à signer tout document y afférent.

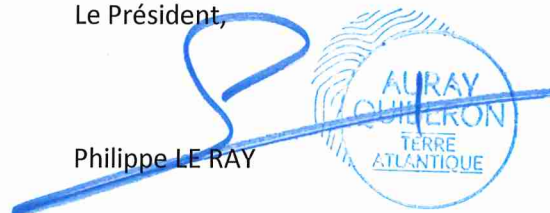
Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère
exécutoire de cet acte publié électroniquement le : **11 AVR. 2025**

Le secrétaire de séance,



Pascal LE CALVE

Le Président,



Philippe LE RAY